



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 25 mai 2015

Vive la lutte des travailleurs de Bursa !

Jeudi 14 mai, les travailleurs de l'usine Renault Oyak de Bursa en Turquie (4800 salariés) se sont mis en grève pour refuser un accord signé par le syndicat jaune Turk Metal qui impose 3 % d'augmentation de salaire jusqu'en 2017, alors que leur pouvoir d'achat vient de perdre 20 % suite à la dévaluation de la Livre Turque (LT). Ils demandent : la garantie écrite qu'aucun gréviste ne sera licencié, que le syndicat Turk Metal soit chassé de l'usine et que des représentants élus par les travailleurs soient associés aux négociations, ainsi que 20 à 60 % de hausse des salaires.

Cela a été le départ d'une puissante vague de grèves de 12 000 salariés sur une même zone industrielle qui touche les usines Tofas (groupe Fiat), Mako et Coskunöz (deux équipementiers de Renault) ou encore Ford Otosan, paralysant une partie de l'industrie automobile turque. « *Ceci est notre printemps* » dit un ouvrier. Le slogan « *Renault, la résistance c'est partout* » est repris par des milliers d'ouvriers. On peut lire sur une pancarte « *résiste aujourd'hui pour ne pas mendier demain* ». Les ouvriers alignent leurs revendications sur celles des Renault.

La solidarité, c'est l'arme des travailleurs

Devant l'usine, le moral est bon : on danse, on bat du tambour, on joue de la clarinette dans une atmosphère de liesse, mais un slogan traduit bien une solide détermination : « *Plutôt mourir que reculer* ». Des groupes d'ouvriers viennent devant l'usine en soutien aux grévistes barricadés à l'intérieur. On apporte des couvertures pour affronter le froid, des commerçants apportent de la nourriture, les familles viennent encourager les grévistes, des épouses avec un bébé dans les bras parlent à leur mari à travers les grilles de l'usine, des jeunes collent des affiches de soutien. A Izmir, Ankara, Istanbul, Eskisehir, Alexandrette, etc. les travailleurs d'autres entreprises expriment leur solidarité avec ceux de Bursa par le boycott des cantines, des débrayages, des déclarations de presse ou des messages de soutien sur Facebook.

Patrons, gouvernement et Turk Metal main dans la main pour éteindre l'incendie

Chez les patrons, c'est l'affolement : dans les usines en grève, ils coupent l'eau et l'électricité, essayent de verrouiller les toilettes (mauvaise idée : les travailleurs entrent dans celles du PDG en faisant un trou dans la porte), utilisent le

chantage au licenciement, cherchent à convoquer individuellement les travailleurs. Les politiciens de l'AKP (le parti islamiste au pouvoir en Turquie) cherchent à gagner du temps en organisant des commissions de conciliation, faisant même venir trois dirigeants français de Renault en renfort. La police se positionne aux abords de l'usine et menace d'intervenir si les travailleurs de l'extérieur cherchent à entrer dans l'usine. Le procureur général de Bursa engage des poursuites pour cause de grève illégale. Et la propagande gouvernementale et patronale va bon train.

Premiers reculs du patronat

Lundi 25 mai, après 8 jours de grève, le travail a repris à Tofas où un accord est intervenu entre direction et représentants des ouvriers :

- aucun gréviste ne sera licencié,
- le syndicat jaune Turk Metal quittera l'usine et des élections seront organisées prochainement pour l'élection des propres représentants des travailleurs,
- versement d'une prime mensuelle.

Le même accord a été signé chez l'équipementier Mako. Et une proposition équivalente a été faite par la direction de Renault, où les salaires varient de 1 300 à 2 000 livres Turquie (entre 450 et 700 euros). Mais ce lundi 25 mai, les ouvriers de Renault Oyak continuaient toujours l'occupation de leur usine, bien décidés à imposer leurs revendications.

L'entrée en lutte des travailleurs de Bursa est de toute façon une première victoire face à l'offensive du patronat sur les salaires et les conditions de travail qui a lieu en Turquie comme en France, et dans tous les pays où le patronat veut mettre les travailleurs en concurrence. Leur lutte est aussi la nôtre.

Pour la liberté de s'organiser

Les 5000 salariés de Renault-Oyak à Bursa (Turquie) sont en grève depuis jeudi 14 mai. Et leur mécontentement n'est pas que salarial. Les cadences imposées pour produire la Clio 4 sont infernales. Quant au syndicat unique et obligatoire de l'usine, Turk Metal, c'est une mafia au service des patrons. Renault a voulu licencier des salariés pour avoir osé démissionner de ce syndicat. Les grévistes ont bien eu raison d'élire leurs propres représentants, qui ne décident rien sans avoir fait voter d'abord les salariés.

Une lutte qui a de quoi nous inspirer ici !

Cause toujours tu m'intéresses

Les négociations autour de la prime d'intéressement 2016 sont terminées. Prime dont le calcul est à la discrétion de la direction. Ce qu'on en sait est profondément injuste : les absences, l'absentéisme en formation et les accidents de travail la font baisser.

Pour augmenter nos revenus, c'est par les mobilisations que ça devra passer. Et on demande toujours 300 euros pour tous !

Ascension de l'exploitation

A la MAP, des salariés ont dû travailler pendant le week-end de l'Ascension pour la validation finale de certains projets. La direction voudrait vraiment nous faire marcher sur la tête : 200 départs Renault en 2 ans au CTL et elle fait bosser pendant les jours fériés.

Pour remettre à l'endroit nos conditions de vie, c'est tous ensemble, Renault et prestataires, qu'il faut entamer la lutte pour de vraies embauches !

Une direction qui ne tient pas la cadence

Dans la rubrique « *Bien au travail* » de son dernier Clic'Infos, la direction se félicite de l'ouverture de 2 réfectoires. Elle ne précise pas qu'ils sont provisoires et qu'ils seront fermés plusieurs semaines pour travaux. Qu'il lui a fallu 6 mois pour faire autre chose que de décréter qu'une salle de réunion déjà utilisée comme réfectoire le devenait officiellement. Et encore moins que c'est suite à plusieurs tracts syndicaux.

Alors, pour que la direction accélère la cadence, il va falloir que les salariés concernés mettent la main à la pâte en s'organisant pour faire respecter leurs conditions de repas.

Le cirque "satisfaire le client" près de chez vous

Après le TCR, ce spectacle, formation imposée par la direction, arrive sur le site. On pourrait en rire si derrière l'enjeu n'était pas de convaincre les salariés de travailler encore plus avec moins de monde. Cette fois ce n'est plus le TOP 3 qualité qui serait visé, mais ce

serait de satisfaire le client. Et pour ça, devinez quoi ? Il suffirait d'appliquer les procédures, de se mobiliser et surtout que tout le monde aille dans le même sens.

Nous on veut bien aller dans le même sens, mais pour exiger des embauches, l'amélioration de nos conditions de travail et l'augmentation de nos salaires.

Et il faudrait faire la queue pour aller bosser...

Depuis près de 4 semaines, certaines entrées de prestataires sur le site n'ont pas été renouvelées. Du coup, ceux-ci sont obligés de passer à l'accueil chaque matin afin de récupérer un badge visiteur. Le problème se pose également à la cantine où ils doivent payer directement en liquide.

Des désagréments inadmissibles, qui n'auraient pas lieu d'être si on les embauchait !

Retraite : le patronat sort la grosse artillerie

Pour résoudre les difficultés financières des caisses de retraite complémentaire, Agirc et Arrco, le patronat a présenté une série de mesures. Et il se lâche : baisse des pensions pour les futurs et actuels retraités.

Derrière cette provocation se profile en plus le report de l'âge de départ à la retraite au-delà de 67 ans. S'il n'y a plus assez d'argent dans les caisses de retraite, c'est à cause des décharges de cotisations patronales et de l'accroissement du chômage qui réduit le nombre de cotisants. S'il manque vraiment de l'argent, qu'on le prenne dans la poche des patrons qui ont exploité toute leur vie les salariés aujourd'hui à la retraite.

Après l'oeil du 20h, l'oreille du sénateur

Suite au reportage de France 2 « *L'oeil du 20h* » démontrant que Renault utilisait des filiales afin d'augmenter le montant de son Crédit Impôt Recherche, Thormann (directeur financier de Renault) et Gascon (directeur Ingénierie) étaient auditionnés le 20/05 par la commission d'enquête du Sénat. Mais pour les sénateurs « *il y avait beaucoup d'affabulations à l'égard de ce qu'est Renault* » dans ce reportage. Et d'envisager de convoquer le président de France Télévision pour lui passer l'envie de « *discréditer* » un fleuron de l'industrie française !

Renault a touché 143 millions d'€ de CIR en 2014. Avec de telles commissions d'enquête, les patrons peuvent continuer à ponctionner l'argent public.

Versez à la collecte !

Une collecte pour le bulletin l'Étincelle/NPA aura lieu lors de la prochaine parution mercredi 10 juin. L'occasion de témoigner votre sympathie, tout en aidant financièrement à la parution de L'Étincelle !